

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Dégradation marquée du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie de 4,6 points au troisième trimestre 2015 et s'établit à 85,7. Il s'approche ainsi du point bas observé au troisième trimestre 2013.

Ce recul marqué de l'ICA s'explique principalement par la dégradation de l'opinion des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (-2,8 points), en net contraste avec leur opinion très favorable sur le deuxième trimestre. Ils font notamment état d'une forte baisse de leur courant d'affaires. Pour le dernier trimestre de l'année, ils restent globalement pessimistes (-1,8 point), en particulier sur l'activité et la trésorerie, ainsi que sur le niveau de leurs effectifs.

Les principaux indicateurs macroéconomiques demeurent néanmoins relativement bien orientés au troisième trimestre. Malgré des prévisions d'investissement à un an en berne, l'investissement des entreprises progresse encore légèrement au cours du trimestre. Dans un contexte de hausse modérée des prix, la consommation des ménages se maintient, même si elle reste peu dynamique. Les exportations sont en légère hausse, portées par les produits métallurgiques, tandis que la diminution des importations améliore le solde commercial.

Au niveau sectoriel, l'appréciation du courant d'affaires est contrastée. Dans le secteur du nickel, l'extraction minière se replie, mais la production métallurgique est en hausse. Les entrepreneurs du BTP constatent un bon niveau d'activité, malgré des anticipations négatives pour le trimestre à venir. Enfin, les professionnels du tourisme, du commerce et des services témoignent d'une nette dégradation de leur activité.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Au troisième trimestre 2015, la **Chine** a connu une croissance de son produit intérieur brut (PIB) de 6,9 % en glissement annuel, contre 7,0 % au trimestre précédent, soit son plus bas niveau depuis 2009. La production industrielle a ralenti pour atteindre 5,7 % en septembre 2015 contre 6,1 % le mois précédent. En parallèle, les importations ont chuté de 20 % en septembre, tandis que les exportations reculaient de 3,7 %. Après avoir abaissé son taux directeur d'un quart de point le 25 août 2015, la Banque populaire de Chine (PBC) a décidé d'une nouvelle baisse d'un quart de point le 23 octobre.

Avec un recul du PIB de 0,2 % au troisième trimestre (après -0,4 % au trimestre précédent), le **Japon** entre de nouveau en récession. L'investissement des entreprises se replie de 1,3 % (après -1,2 %). Dans un contexte de ralentissement chinois, les entreprises ont choisi d'écouler leurs stocks, qui ont une contribution négative de 0,5 point à l'évolution du PIB. La consommation des ménages reste fragile (+0,5 %, après -0,6 %). Les exportations, portées par la dépréciation du yen vis-à-vis du dollar, ont enregistré une hausse de 2,6 %, tandis que les importations progressaient dans le même temps de 1,7 %.

Dans un contexte de croissance modérée en **Australie**, la Banque centrale d'Australie (RBA) maintient son principal taux d'intérêt à 2,0 %, son plus bas historique. Malgré des perspectives plus favorables pour l'économie, elle s'est dite prête à un assouplissement supplémentaire dans un contexte de faible inflation.

En **Nouvelle-Zélande**, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé le 10 septembre une nouvelle baisse de son taux directeur de 0,25 point de base, portant celui-ci à 2,75 %. Il s'agit de la troisième baisse depuis le mois de juin. Le taux de croissance annuel de l'économie a été revu à la baisse à 2,0 %, contre 2,5 % lors de l'estimation précédente, en raison notamment du repli des prix à l'exportation. Le taux de chômage au troisième trimestre s'établit à 6,0 %, en hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, et de 0,4 % sur un an.

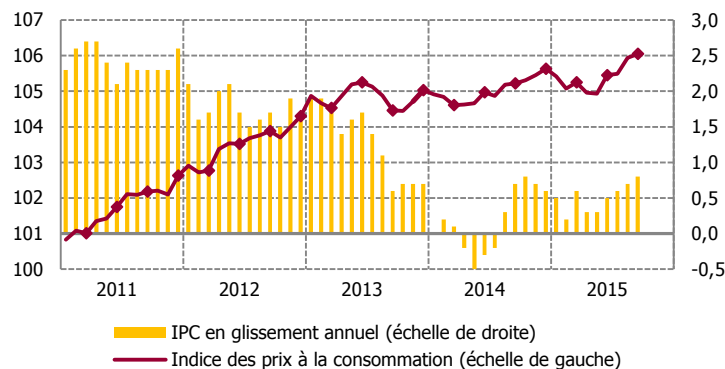
Progression limitée des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,6 % au troisième trimestre 2015, après +0,2 % au trimestre précédent.

Cette progression résulte principalement de la hausse de 30 % des prix du tabac, entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2015. Elle est également le fruit du renchérissement des services (+0,4 %), de l'énergie (+1,0 %), des produits manufacturés (+0,3 %) et de l'alimentation (+0,2 %).

En glissement annuel, le niveau général des prix progresse de façon maîtrisée (+0,8 %), porté par les activités de services (+1,7 %) et les denrées alimentaires (+1,7 % également). Les prix de l'énergie s'inscrivent, eux, en baisse (-4,6 %).

Indice des prix à la consommation



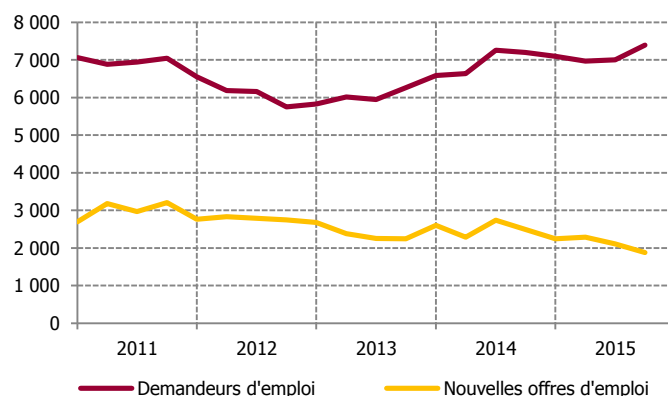
Source : ISEE données mensuelles

Fragilisation du marché de l'emploi

Le marché du travail se dégrade ce trimestre, rompant avec la dynamique de consolidation engagée depuis un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de trimestre progresse de 5,6 % (CVS), et s'accompagne d'une hausse du nombre de chômeurs indemnisés, la première depuis un an (+4,5 %).

L'emploi salarié stagne ce trimestre (+0,1 %), après une progression modérée de 0,4 % au deuxième trimestre. Sur un an, il progresse de 1,6 %. Le nombre de nouvelles offres déposées auprès des services de placement connaît une nouvelle baisse marquée (-11,1 %, après -7,8 %). Il atteint ainsi son plus bas niveau depuis 2006, en repli de 24,7 % sur un an.

Nombre de demandeurs d'emploi et nouvelles offres d'emploi enregistrés



Source : IDC-NC, séries désaisonnalisées par l'IEOM

Maintien de la consommation des ménages

Au troisième trimestre, les importations de biens de consommation courante progressent de 4,6 % (CVS), portées par les biens d'équipement du foyer (+7,1 %), tandis que les importations d'articles d'habillement et de chaussures se stabilisent (+0,4 %). Les importations de biens alimentaires, boissons et tabac se maintiennent à un niveau élevé, le repli de 6,5 % (CVS) faisant suite à un deuxième trimestre très bien orienté (+6,0 %).

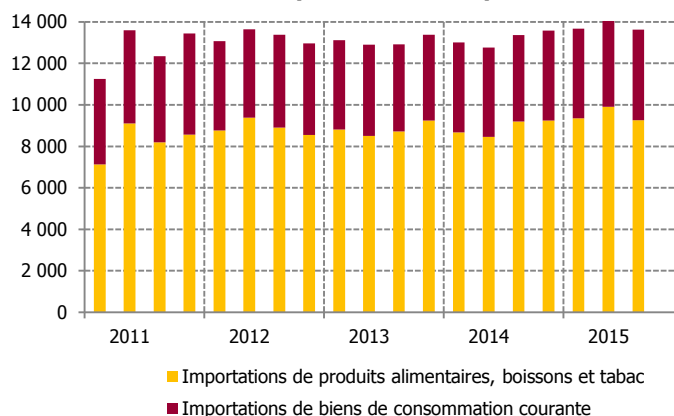
Les immatriculations de voitures particulières neuves augmentent de 8,4 %, après avoir connu une stagnation au deuxième trimestre. Sur les trois premiers trimestres de l'année, elles reculent de 3,5 % en glissement annuel.

En termes de financement bancaire de la consommation, les encours de crédits à la consommation des ménages augmentent légèrement (+1,5 %), après avoir perdu 0,6 % au trimestre précédent.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages sont toujours favorablement orientés : sur un an, les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque reculent respectivement de 11,0 % et de 9,1 %, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires baisse de 0,4 %.

L'opinion des commerçants interrogés concernant leur niveau d'activité se dégrade fortement selon l'enquête de conjoncture. Ils se disent très affectés par le conflit des rouleurs du mois d'août. Leurs intentions d'investir à un an sont elles aussi en recul, alors qu'elles avaient retrouvé leur niveau de longue période au trimestre précédent.

Importations de biens destinés aux ménages (millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisées par l'IEOM

Légère hausse de l'investissement

Les indicateurs macroéconomiques font état d'une bonne tenue de l'investissement au troisième trimestre. Les importations de biens d'équipement professionnel, en légère hausse ce trimestre (+0,7 % CVS), restent à des niveaux élevés. L'encours des crédits d'investissement aux entreprises continue de progresser (+0,6 %, et +3,8 % sur un an), tout comme celui des crédits à la construction (+1,9 %, +23,1 % sur un an).

Les immatriculations de véhicules utilitaires rebondissent de 17,8 %. Elles s'établissent néanmoins toujours à un niveau faible, après le point bas du trimestre dernier.

Cependant, reflétant le pessimisme des entrepreneurs interrogés, le solde d'opinion relatif à leurs intentions d'investir à un an se dégrade à nouveau fortement ce trimestre, dans les secteurs des mines et de la métallurgie, du BTP et dans les secteurs tertiaires.

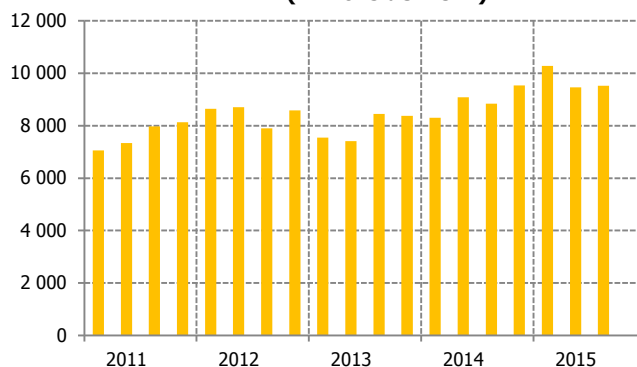
Réduction du déficit des échanges

Au troisième trimestre 2015, les importations diminuent de 1,8 % (après une progression de 11,4 % au trimestre précédent). Ce repli s'explique par la baisse des importations de produits minéraux (-14,8 %) et de produits chimiques (-8,1 %), utilisés notamment par l'industrie du nickel. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac se contractent elles aussi.

Les exportations sont en légère hausse de 1,1 % (après +0,5 % au deuxième trimestre), portées par les exportations de produits métallurgiques (+7,3 %), qui compense la baisse marquée des expéditions de minerai de nickel (-25,2 %).

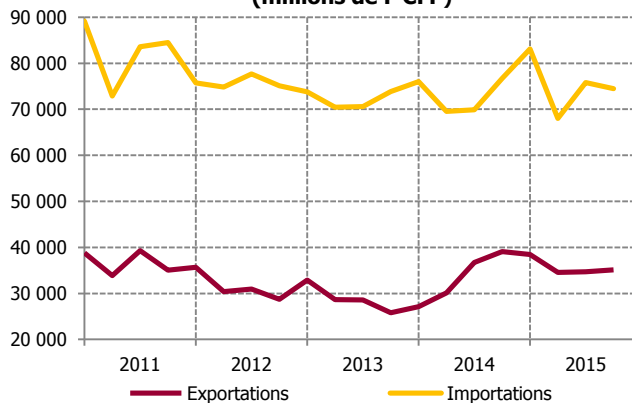
Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale se résorbe de 4,3 %, après s'être creusé de 22,7 % au trimestre précédent. Il s'établit ainsi à 39,3 milliards de F CFP, soit 1,7 milliard de F CFP de moins que pour la période précédente. Le taux de couverture s'établit à 47,2 % (+1,4 point).

Importations de biens d'équipement (millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Échanges commerciaux (millions de F CFP)



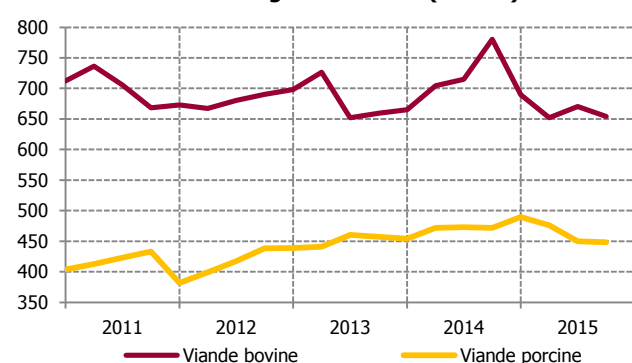
Sources : Douanes, ISEE

ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS

Dans le **secteur primaire**, la production locale de viande bovine est en baisse (-2,4 % CVS), en net contraste avec le pic d'abattages constaté un an auparavant du fait de la sécheresse. Les professionnels du secteur porcin stabilisent leurs abattages (-0,4 %), après trois ans de progression ayant abouti à une surproduction.

L'activité de pêche baisse (-7,3 % CVS pour les tonnages débarqués par les palangriers), tandis que les volumes de thon exportés (environ un quart de la production) se stabilisent (+1,1 %). Les exportations de crevettes se redressent (+16,5 %) après avoir atteint un point bas au deuxième trimestre. Elles restent cependant faibles (-35,2 % sur un an), du fait de la pénurie de larves en sortie d'écloseries.

Abattages de viande (tonnes)



Sources : OCEF, désaisonnalisée par l'IEOM

Pour la première fois depuis cinq ans, les professionnels du **secteur des mines et de la métallurgie** interrogés font état de prévisions d'investissement en baisse, dans un contexte international et local difficile pour le secteur nickel. Le marché mondial du nickel reste largement excédentaire, le niveau des stocks au LME s'établissant à près de 454 000 tonnes de nickel, avec une progression qui a cependant ralenti (+1,0 % sur le trimestre, après +5,6 %). Le cours du nickel en dollar US chute de nouveau fortement (-19,2 %, après -9,3 % au trimestre précédent), atteignant ainsi une valeur moyenne de 4,76 USD/lb sur le trimestre, très en deçà du point bas enregistré au dernier trimestre 2013, à 6,31 USD/lb.

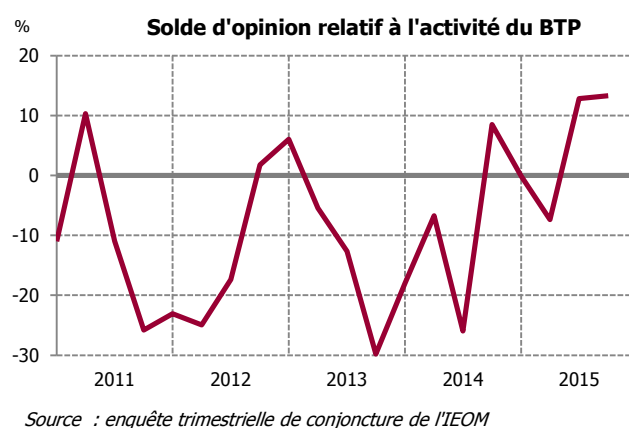
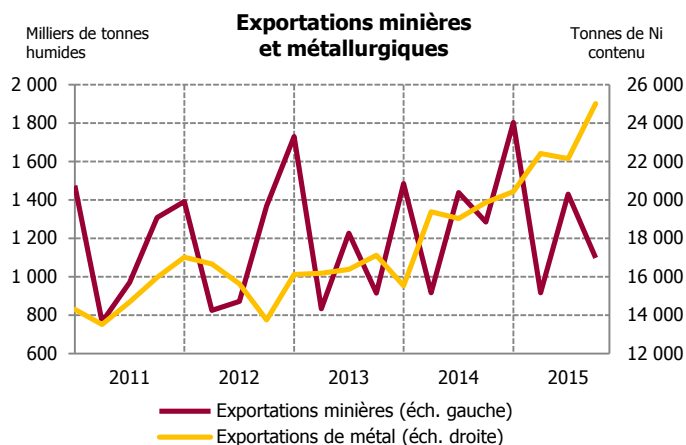
L'extraction minière recule de 9,3 % en volume (après +1,4 %), pour atteindre 3,6 millions de tonnes humides. Parallèlement, les exportations de minerai de nickel diminuent de 23,2 % par rapport au trimestre précédent (après +56,1 %), en particulier vers le Japon et l'Australie. La valeur de la tonne humide exportée recule de 2,7 %.

La production métallurgique augmente de 11,4 % ce trimestre en tonnes de nickel contenu (après -0,5 %). La production de mattes reprend, après un trimestre très faible. Celles de NHC et de NiO rebondissent (+29,7 % après -16,4 %), la montée en charge de l'Usine du Sud se poursuivant, après l'importante maintenance intervenue au deuxième trimestre. Enfin, la production de ferronickels recule (-3,7 %). Les exportations de produits métallurgiques sont en hausse de 12,9 % en tonnes de nickel et de 7,3 % en valeur.

L'opinion des professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sur leur activité et leurs effectifs ressort bien orientée ce trimestre. Les chefs d'entreprise font état d'un raccourcissement des délais de paiement et d'une amélioration de leur trésorerie. Pour la construction privée, le financement bancaire reste favorable : la production de crédits à l'habitat pour les particuliers progresse de 8,8 % sur un an alors que le dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire vient d'être reconduit jusqu'en 2018.

Les professionnels du secteur font toutefois part d'anticipations défavorables pour le trimestre à venir concernant leur volume d'activité. Ils témoignent d'une faible visibilité à moyen terme sur leur carnet de commandes ; leurs intentions d'investir se dégradent fortement et plongent sous leur niveau de longue période.

Dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme**, l'activité est jugée en baisse par les professionnels, conformément à leurs anticipations du trimestre précédent. Leur opinion est défavorable concernant les effectifs et les prévisions d'investissements.



ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire en hausse de 3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et + 1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2 % en 2014 à +1,2 % en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'INSEE du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3 %).

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 4 décembre 2015 – Dépôt légal : décembre 2015 – ISSN 1968-6277